

PROGRAMME ASIE

# QUAND LA CHINE INVESTIT DANS LES INFRASTRUCTURES

Par **Barthélémy COURMONT**

MAÎTRE DE CONFÉRENCE À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE

DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

SEPTEMBRE 2016

ASIA FOCUS #1



**D**errière ce qui est généralement et de manière volontairement vague présenté comme l'initiative « One Belt, One Road », la Chine a considérablement augmenté ses investissements dans les infrastructures à échelle internationale au cours des dernières années, en particulier en direction des pays en développement. – Les exemples comme le rachat du port du Pirée ou de l'aéroport de Toulouse indiquent qu'il s'agit aussi d'une tendance globale. Cette multiplication de projets pharaoniques, qui coïncide avec des chiffres de croissance moins importants, répond à une politique de long terme de Pékin visant à réduire les frais de logistique et de transport dans les exportations. L'objectif est également d'accroître les échanges avec les pays en développement, en vue de maintenir un taux de croissance élevé et de se positionner comme un acteur économique et commercial incontournable pour les prochaines décennies.

Ces investissements coïncident avec le ralentissement de la croissance économique chinoise. Ils y sont d'ailleurs étroitement liés. De même, la Chine semble profiter des difficultés que rencontrent les puissances occidentales et le Japon, plongés dans une crise conjoncturelle, ou victimes d'une baisse de l'aide aux investissements en raison du ralentissement de la croissance mondiale. Enfin, on note des difficultés grandissantes chez les autres grandes puissances à investir des capitaux importants dans les infrastructures à l'extérieur de leurs frontières, et parfois même sur le territoire national. La Chine fait ainsi, à l'heure actuelle en tout cas, figure d'exception de par l'importance de ses réserves financières. Cet opportunisme chinois, s'il est facilement explicable, modifie en profondeur les équilibres internationaux, et impose de nouvelles grilles d'analyse sur le rôle central de ce pays dans l'économie mondiale, au point de relancer les réflexions sur l'émergence d'un « consensus de Pékin ». Les limites à ce modèle chinois d'investissements dans les infrastructures n'en sont pas moins nombreuses, et constituent un test à grande échelle de la capacité de ce pays à proposer un partenariat gagnant-gagnant.

## **DU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE CHINOISE À LA MISE EN PLACE DE STRUCTURES**

---

La baisse relative mais réelle de la croissance de l'économie chinoise a eu un impact direct sur la multiplication des projets d'acquisition et de construction des infrastructures à l'international. En parité de pouvoir d'achat (PPA), le produit intérieur brut (PIB) chinois devançait pour la première fois, en décembre 2014, celui des États-Unis selon le Fonds monétaire international (FMI). Le conditionnel est cependant de rigueur, car le PIB nominal reste toujours à l'avantage des États-Unis, pour sans doute moins d'une décennie. Mais le fait que Pékin supplante désormais Washington aussi bien dans les échanges commerciaux depuis 2013, qu'en PIB en PPA, constitue un événement qui peut être qualifié d'aboutissement après trois décennies de croissance exceptionnelle<sup>1</sup>. Les chiffres actuels de la croissance, en-deçà de 7%, sont modestes

---

<sup>1</sup> Lire par exemple Gregory Chin et Eric Helleiner, *China as a Creditor: A Rising Financial Power?*, *Journal of International Affairs*, vol. 62, n° 1, automne-hiver 2008; Martin Jacques, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*, Londres, Penguin, 2010; et Leslie H. Gelb, "GDP Now Matters More Than Force", *Foreign Affairs*, vol. 89, n°6, novembre-décembre 2010.

comparés aux 10 à 12 % observés plusieurs années de suite. Ils semblent confirmer un ralentissement amorcé en 2012-2013<sup>2</sup>. L'économie chinoise présente des signes qui, à défaut d'être inquiétants, contrastent très nettement avec le dynamisme exceptionnel qu'elle connaît depuis trente ans. De quoi s'inquiéter sur la possibilité d'une fin de cycle. Au point de s'interroger : et si l'aboutissement de devenir première puissance économique mondiale marquait également le crépuscule de son miracle économique ? Le risque de l'essoufflement de l'économie est l'un des défis auxquels doit faire face l'Etat-parti, et c'est sur sa capacité à rebondir qu'il sera jugé par une population désireuse de plus de croissance et de bien-être et de moins de déséquilibres sociaux. A ce titre, les investissements sont une réponse à cette situation économique inquiétante.

Les dirigeants chinois ont bien assimilé l'interdépendance entre leur économie et celle du reste du monde. Ainsi, quand l'économie mondiale est grippée, la Chine en fait inexorablement les frais. A l'inverse, si l'économie chinoise se ralentit, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est menacée. Pékin joue donc son va-tout sur la scène internationale, en multipliant les investissements dans les infrastructures. L'objectif est simple : puisque les coûts de production sont à la hausse en Chine, c'est du côté des coûts de transport et de la logistique qu'il faut faire des économies, afin d'assurer des exportations rentables, au pire maintenues, au mieux en hausse. L'aéroport de Toulouse et le port du Pirée sont autant d'exemples d'acquisitions devant, à terme, permettre à la Chine de développer ses exportations vers l'Europe. Et les évolutions sont comparables dans toutes les régions du monde. Mais ce n'est rien en comparaison avec des projets nettement plus ambitieux, comme la création d'une nouvelle ligne ferroviaire reliant la Chine à l'Europe, en passant par le Kazakhstan et la Russie, le développement de voies ferrées dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ou d'un autre projet ferroviaire traversant la forêt amazonienne. L'ouverture d'un second canal reliant l'Atlantique au Pacifique, au Nicaragua, pour contourner la dépendance au canal de Panama, s'inscrit également dans cette optique. Ces différents projets, ambitieux et coûteux, se heurtent par ailleurs à des résistances liées à la crainte de voir la Chine contrôler la logistique de certains pays. Mais, pragmatisme oblige, il est difficile pour des pays en développement, ou actuellement en crise, de se détourner de ces investissements parfois inespérés.

Pour répondre à ces besoins, la Chine s'est également lancée dans un vaste chantier au niveau des institutions économiques internationales. La création de la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (AIIB), qui vient concurrencer à la fois la Banque asiatique d'investissement, création japonaise dans les années 1960, le FMI et la Banque mondiale, est la carte la plus spectaculaire que Pékin a abattue. La Chine affiche un peu plus ses volontés de développer des infrastructures. Ce projet est très ambitieux et très largement suivi, puisque l'ensemble des pays du G20 en fait partie en qualité de membres fondateurs, à l'exception des Etats-Unis et du Japon. Il doit être mis en parallèle avec les accords de libre-échange dont Pékin a fait l'une de ses priorités, et qui concernent Taiwan, l'ASEAN, et même les voisins sud-coréens et japonais. Les négociations sont en cours. Souvent pointée du doigt pour son refus d'assumer son statut sur les questions politiques internationales, la Chine est en train de le faire sur le terrain des investissements et des échanges commerciaux. Cette reconnaissance

<sup>2</sup> Lire Peter Coy, "Why One Forecaster Sees a 'Long, Soft Fall' for China", *Bloomberg*, 22 octobre 2014.

explicite de l'interdépendance économique et commerciale qui lie Pékin au reste du monde est destinée à relancer la croissance, mais pose dans le même temps des problèmes de vulnérabilité de l'économie chinoise. En ce sens, l'implication grandissante de la Chine en vue de satisfaire ses propres besoins est un pari assez audacieux, même s'il a l'immense mérite d'attirer derrière lui le développement d'infrastructures dans le monde entier.

Si les investissements en provenance de Chine associent des fonds d'aide directe au développement et des investissements des grandes entreprises chinoises<sup>3</sup>, il convient de mettre en évidence la dynamique nationale, et le rôle central des autorités politiques dans le développement des investissements dans les infrastructures. Ces derniers sont appuyés par des fonds publics et désormais l'AIIB, ce qui invite de nombreux experts à faire mention de l'émergence d'un consensus de Pékin<sup>4</sup>. Pour l'heure, ces investissements ciblent en priorité les pays en développement, et financent des infrastructures qui permettent de consolider les possibilités de transport de marchandises. On relève toutefois une tendance internationale de ce phénomène, avec notamment de multiples exemples en Europe.

## OÙ VONT LES INVESTISSEMENTS CHINOIS ?

---

C'est sans surprise en Asie du Sud-Est que la présence chinoise est la plus marquée, à la fois en ce qui concerne le volume des investissements et le nombre de projets. En parallèle aux différends maritimes, Pékin développe d'importantes installations portuaires, souvent qualifiées de collier de perles, en direction du sous-continent indien et des côtes africaines. Des pays comme la Thaïlande, le Myanmar, le Sri Lanka ou le Pakistan bénéficient ainsi d'importants investissements chinois. Pékin développe également les infrastructures permettant l'exploitation des sols et des sous-sols, comme c'est notamment le cas au Cambodge ou en Indonésie. Si les résistances sont nombreuses, la réalité est que la Chine marque de plus en plus sa présence, et s'impose comme un partenaire incontournable pour les différents pays de la région.

Pékin s'appuie sur quatre principes : la coopération sud-sud (*nan-nan hezuo*) ; une stratégie tournée vers l'extérieur (*zou chuqu zhanlue*) ; une politique de bon voisinage (*mulin youhao*) ; et un nouveau concept de sécurité (*xin anquan guan*). Comme l'indiquent les études conduites par le *Pew Research Center* et un ouvrage publié en Australie<sup>5</sup>, la Chine bénéficie généralement d'une bonne image en Asie du Sud-Est. Cette région fut même le laboratoire de la mise en place du *soft power* chinois dans les pays du

<sup>3</sup> Rappelons ici que selon le dernier indicateur de *Forbes Global 2000*, les quatre plus grandes multinationales mondiales sont des banques chinoises : ICBC, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, et Bank of China. On retrouve un peu plus bas dans ce classement des géants des hydrocarbures comme PetroChina (8<sup>ème</sup>) et Sinopec (24<sup>ème</sup>) et des télécommunications comme China Mobile (20<sup>ème</sup>). Au total, la Chine compte 10 multinationales parmi les 40 premières mondiales, uniquement devancée par les Etats-Unis, avec 16 groupes.

<sup>4</sup> Sur l'AIIB, lire Wang Hongying, "The Asian Infrastructure Investment Bank, a New Bretton Woods Moment? A Total Chinese Triumph?", Centre for International Governance Innovation, avril 2015; et Andrew Sheng et Xiao Geng, "The AIIB and Global Governance", Project Syndicate, 27 avril 2015.

<sup>5</sup> Fergus Hanson et Andrew Shearer, *China and the World. Public Opinion and Foreign Policy*, Sydney, Lowy Institute for International Policy, 2009.

Sud<sup>6</sup>. L'Asie du Sud-Est est également la région qui compte les plus importantes diasporas chinoises, un total supérieur à 30 millions dispersés dans les différents pays de la région, dont 7,5 millions en Indonésie (3% de la population), 7 millions en Thaïlande (12%), 6 millions en Malaisie (26%) et 2,7 millions à Singapour (75% de la population de la cité-Etat !). En tant que relais des échanges commerciaux que la Chine entretient avec les pays de la région, la diaspora profite très largement de la montée en puissance progressive de l'empire du milieu. Les « Chinois de l'outre-mer », appellation utilisée par Pékin, sont de fait un véhicule de la culture et de la langue chinoises, et sont ainsi perçus comme une opportunité pour la Chine<sup>7</sup>.

Par le biais d'accords de libre-échange, mais aussi simplement par l'attractivité de son économie, la Chine s'est par ailleurs érigée en « aimant commercial » autour duquel gravite les économies de sa périphérie, et ce, quel que soient les agendas politiques de leurs gouvernements respectifs. Dans ces conditions, et compte-tenu des défis auxquels est confrontée la Chine dans son environnement régional<sup>8</sup>, Pékin met d'avantage en avant le caractère incontournable de ses investissements, y-compris dans des pays comme le Vietnam et les Philippines qui se positionnent comme des rivaux stratégiques, et dont les sociétés ne portent pas sur la Chine un regard aussi positif que les autres pays de la région. Ces deux pays ont néanmoins, comme l'ensemble de l'ASEAN, adhéré à l'AIIB dès sa création, et marqué ainsi l'ancrage des investissements pilotés par la Chine dans la région.

En Afrique, la Chine a consolidé sa présence depuis plus d'une décennie, jusqu'à devenir le premier investisseur et le principal partenaire économique et commercial. Si les obstacles et les résistances sont nombreux, et si la rivalité avec d'autres puissances – notamment d'autres puissances émergentes comme l'Inde et le Brésil – sont vives, la Chine continue de développer des infrastructures routières, portuaires, et aéroportuaires. C'est surtout depuis 2000 qu'on observe un renforcement de la présence chinoise en Afrique dans les investissements, l'aide au développement, le soutien à la construction d'infrastructures et le dialogue avec les dirigeants africains. Cette nouvelle coopération entre la Chine et l'Afrique, qualifiée de « Chinafrique »<sup>9</sup>, s'est matérialisée par un premier forum qui réunit en octobre 2000, 45 pays africains<sup>10</sup>. Elle fut marquée par la publication le 12 janvier 2006 d'un *Document sur la politique chinoise à l'égard de l'Afrique* dans lequel sont évoqués les objectifs de leur coopération sur les plans politique, économique, militaire et culturel. Cette offensive diplomatique démontra une fois de plus l'importance de l'Afrique pour la Chine<sup>11</sup>, importance qui n'a fait que croître depuis. Certaines zones sont particulièrement développées, au point qu'on les compare

<sup>6</sup> Sheng Ding, "To Build A 'Harmonious World': China's Soft Power Wielding in the Global South", *Journal of Chinese Political Science*, Vol.13, n°2, août 2008, pp. 193-213.

<sup>7</sup> Brian Harding, "The Role of the Chinese Diaspora in Sino-Indonesian Relations", *China Brief*, Vol. 8, n°16, 1er août 2008.

<sup>8</sup> Sur cette question, lire David Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

<sup>9</sup> Le concept de Chinafrique, construit en opposition à celui de Françafrique, s'interroge sur la place de plus en plus grande de la Chine sur le continent africain, et sur les implications de cette présence. Sur le sujet, lire notamment Michel Beuret et Serge Michel, *La Chinafrique*, Paris, Grasset, 2007.

<sup>10</sup> Sur ce partenariat économique alors naissant, lire Garth Shelton, « China and Africa: Building an Economic Partnership », *South African Journal of International Affairs*, vol. 8, n°2 (hiver), 2001.

<sup>11</sup> La Chine est depuis 2005 le premier fournisseur de l'Afrique, devant la France et l'Allemagne, et son deuxième client derrière les Etats-Unis.

parfois, dans l'importance des investissements qui y sont apportés, aux zones économiques spéciales qui marquèrent le réveil économique chinois. Pour autant, le succès de ces zones reste à relativiser dans le cas africain<sup>12</sup>.

La Chine a besoin des ressources énergétiques dont regorge le continent africain, et ce dernier a besoin des aides chinoises pour se développer. Le pétrole du Nigeria, de l'Algérie, de la Libye, de l'Angola, du Soudan et de la Guinée équatoriale, le fer et le cuivre de l'Afrique du Sud<sup>13</sup> et de la Zambie, le cobalt et le coltan de la République démocratique du Congo, le bois du Gabon, du Cameroun et du Congo, de même que le chrome du Zimbabwe sont des ressources indispensables pour Pékin. De tous les enjeux énergétiques liés à l'engagement de la Chine en Afrique, le pétrole est le plus important. Jusqu'au début des années 1990, la Chine arrivait, grâce à ses réserves, à couvrir ses besoins en pétrole, et même à en exporter une partie. C'est à partir de 1993 qu'elle a commencé à importer. Aujourd'hui, elle a besoin d'assurer et de diversifier ses sources d'approvisionnement<sup>14</sup>. La production pétrolière africaine, qui représente un peu plus de 10 % de la production mondiale, est donc pour Pékin une solution pour amoindrir sa dépendance envers les producteurs du Moyen-Orient<sup>15</sup>. Plus précisément, c'est la région du golfe de Guinée qui va nourrir la soif chinoise. Elle constitue pour Pékin un enjeu stratégique pour assurer ses approvisionnements : le Nigeria produit 2 500 000 barils par jour, l'Angola, un peu moins d'un million, la Guinée équatoriale, le Soudan, le Congo, le Gabon et le Tchad, autour de 250 000 et 300 000. Les réserves en minerais de l'Afrique représentent un autre attrait indiscutable pour Pékin et les pays africains sont plus que disposés à exporter leurs productions vers la Chine. Le Niger a d'importantes réserves d'uranium, le Zimbabwe exporte du platine, le Congo et la Gambie du cuivre, l'Afrique du Sud et la Guinée de la bauxite, et de nombreux Etats ont d'importantes réserves de fer ou de cobalt. Des ressources qui permettent des partenariats commerciaux, et permettent à ces différents pays de vendre à la Chine des quantités importantes de minerais. A cela s'ajoutent les importants échanges de bois ou de coton, dont la croissance chinoise a besoin, et qui permettent aux pays africains d'afficher une balance commerciale souvent excédentaire. Enfin, la Chine a d'importants besoins en agriculture, et développe de multiples partenariats avec les pays africains dans ce domaine<sup>16</sup>. En conséquence, il n'est pas étonnant de relever que ce sont dans ces différents secteurs que la Chine investit le plus dans les infrastructures, ce qui ne fait que conforter le lien étroit entre les besoins de l'économie chinoise et le développement des investissements dans le reste du monde.

Au Moyen-Orient, la Chine a rapidement profité des changements politiques consécutifs au printemps arabe pour consolider sa présence et multiplier les projets. La relation qu'entretient la Chine avec le Moyen-Orient est partie des échanges commerciaux, qui n'ont fait qu'augmenter au cours des dernières années. La « nouvelle Route de la Soie », marquée par la reprise du commerce et de l'investissement entre le Golfe arabo-

<sup>12</sup> Lire Deborah Brautigam et Tang Xiaoyang, *African Shenzhen: China's Special Economic Zones in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

<sup>13</sup> L'Afrique du Sud, où vivent environ 100 000 Chinois, est le premier partenaire de Pékin. Leurs échanges représentent 20% de l'ensemble des échanges sino-africains.

<sup>14</sup> C'est une société chinoise, la Sinopec, qui a commencé des travaux de prospection au Mali.

<sup>15</sup> Le Moyen-Orient représenterait approximativement 40% des importations pétrolières chinoises, contre à peu près 56% dans les années 1990.

<sup>16</sup> Lire notamment Deborah Brautigam, *Will Africa Feed China?*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

persique et l'Asie, est désormais animée par de nouveaux mouvements de capitaux et de marchandises. Au centre de ces échanges, les besoins énergétiques de la Chine, mais également un « besoin de la Chine » qui se manifeste de plus en plus de la part des pays de la région, quelles que soient la nature de leur régime et les relations qu'ils entretiennent avec les autres grandes puissances.

En Amérique latine, la présence chinoise se caractérise par de grands projets. Ces investissements se concrétisent sous la forme des travaux relatifs à l'ouverture d'un canal au Nicaragua, qui viendrait concurrencer le canal de Panama, et dont les travaux sont en cours. La Chine a également proposé d'importants projets de voies ferrées transaméricaines et reliant les deux océans, l'une en Colombie, la seconde du Pérou au Brésil (sur plusieurs milliers de kilomètres à travers le continent). S'y ajoutent d'importants projets de construction ou de rénovation d'infrastructures au Honduras, au Venezuela, ou encore au Mexique. Ces pays attirent la Chine en grande partie en raison des réserves énergétiques et minières qui s'y trouvent. Le sous-continent américain intéresse également la Chine pour ses ressources agricoles. Avec les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine sont aujourd'hui les principaux exportateurs de produits agricoles en direction de la Chine, notamment en ce qui concerne les viandes et le soja. De son côté, la Chine est devenue en quelques années un débouché indispensable pour les matières premières d'Amérique latine. Cette présence de plus en plus forte dans le pré-carré américain témoigne de la capacité de la Chine à se substituer à la puissance américaine<sup>17</sup>.

En Europe, la Chine sait habilement profiter de la crise pour se positionner. Le cas de la Grèce, et en particulier, l'exemple du port du Pirée, le plus important du pays, est souvent cité comme la démonstration de l'offensive chinoise, tandis qu'en France, l'acquisition de l'aéroport de Toulouse-Montmirail est également perçue comme la démonstration de force de la Chine en matière d'investissements. On relève des cas similaires dans les autres pays de l'UE, mais il est intéressant de voir dans quelle mesure les pays européens non-membres, comme la Serbie, sont identifiés comme des cibles privilégiées pour ces investissements, qui apparaissent pour les récipiendaires comme une forme d'alternative à l'UE.

## AU-DELÀ DE LA GÉNÉROSITÉ

---

Xi Jinping a annoncé le 26 septembre 2015 à la tribune de l'ONU la création d'un fonds d'aide au développement, de 2 milliards de dollars, destiné aux pays les plus pauvres de la planète. Par ailleurs, la Chine a annulé la dette des pays les moins avancés, celle des pays au développement freiné par leur enclavement, ainsi que celle des petits pays insulaires en développement, pour les prêts sans intérêts intergouvernementaux exigibles d'ici fin 2015. Ce geste est la manifestation d'une générosité de Pékin à l'égard des pays les plus démunis ? C'est en tout cas la version officielle. « Aujourd'hui, la Chine, pays exemplaire, qui est passé de la pauvreté à la puissance, doit-elle réaliser des choses pour les pays 'pauvres' et 'faibles' ? », s'interrogeait ainsi le très officiel Quotidien du

<sup>17</sup> Sur cette question, lire Kevin P. Gallagher, *The China Triangle. Latin America's China Boom and the Fate of the Washington Consensus*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

Peuple, comme pour appuyer ce qui est présenté comme un acte de générosité. Notons au passage, dans les termes utilisés, une rupture avec l'humilité sur la scène internationale prônée par Deng Xiaoping et, plus près de nous, par les références permanentes de l'ancien Premier-ministre Wen Jiabao au fait que la Chine reste un pays pauvre. La Chine semble ici prendre conscience de son statut de puissance. Elle le revendique en offrant ses services aux plus démunis. Cette annonce fut bien accueillie parmi les grandes puissances, qui se réjouissent d'une implication plus grande de Pékin, mais aussi et surtout parmi les récipiendaires de cette nouvelle donne, dans lesquels l'image de la Chine est confortée. Depuis déjà une bonne décennie, la stratégie de *soft power* de la Chine associe une volonté d'offrir un meilleur visage, et de multiplier les efforts afin de renforcer l'influence de Pékin dans le monde. Il s'agit donc d'une stratégie de séduction, et les leviers économiques, que ce soit les investissements ou l'annulation de la dette, sont les principaux atouts chinois.

L'autre interrogation majeure concerne la mise en place d'un véritable modèle économique et social, et par extension, politique, que Pékin pourrait chercher à proposer à d'autres nations, les pays en développement en tête. Pour l'heure, on voit que la tentation de la Chine de proposer un consensus de Pékin reste peu présente dans la stratégie du *soft power*. Mais les choses pourraient évoluer rapidement. Avec l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants en 2012, et forte d'une puissance économique et désormais culturelle qu'elle n'a jamais connue, la Chine pourrait chercher à prendre la tête des pays en développement. Quelles pourraient être les résistances, à la fois de la part des pays récipiendaires, mais aussi chez de potentiels concurrents de Pékin dans les pays émergents, en particulier les BRICs? S'il est difficile de voir se détacher un compétiteur à échelle internationale parmi ces pays à l'heure actuelle, on relève cependant, selon les régions, de tendances à la concurrence entre la Chine et d'autres émergents (Brésil en Amérique latine, Inde en Afrique et en Asie du Sud-Est par exemple).

Pékin cherche à s'imposer comme le chef de file des économies émergentes. Cette démarche n'est, bien entendu, pas certaine d'être couronnée de succès. C'est par sa capacité à séduire que la Chine parviendra, ou non, à entrer progressivement dans la réalité du consensus de Pékin. Le *soft power* se présente ainsi comme une étape essentielle dans les ambitions internationales de la Chine en vue de proposer ce que Martin Jacques qualifie de « modernité contestée » dans son ouvrage controversé<sup>18</sup>. Pour l'analyste britannique, un tel bouleversement pourrait marquer ni plus ni moins la fin de l'hégémonie occidentale. Un avis que ne partage pas John Ikenberry, pour qui « les Etats-Unis ne peuvent empêcher la montée en puissance de la Chine, mais ils peuvent s'assurer que cette montée en puissance respecte les règles et les institutions que Washington et ses partenaires ont mis en place au siècle dernier, afin de mieux servir les intérêts de l'ensemble des Etats à l'avenir »<sup>19</sup>. La montée en puissance chinoise est donc potentiellement un immense défi pour le consensus de Washington, mais elle ne

<sup>18</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World*, op. Cit. Cet ouvrage est controversé en ce qu'il est le premier à annoncer le rôle central de la Chine dans les relations internationales et les modèles de développement dans les prochaines années. De nombreuses critiques formulées par des experts de la Chine ont reproché à Jacques d'idéaliser le modèle chinois et de ne pas suffisamment couvrir les multiples défis auxquels ce pays reste confronté, tant en interne qu'à l'international. Il n'en demeure pas moins un outil de travail stimulant.

<sup>19</sup> John Ikenberry, "The Rise of China and the Future of the West", *Foreign Affairs*, vol. 87, n°1, 2008, p.37.

suppose pas automatiquement une confrontation de deux modèles. Tout dépendra de l'utilisation que la Chine souhaitera faire de ses capacités et des investissements dans les infrastructures qui les accompagnent, et de sa volonté de privilégier ou non un consensus de Pékin. Tout dépendra aussi des réponses qui lui seront apportées par ceux qui suivent de près sa trajectoire, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Se pose également la question d'une « doctrine » mise en place progressivement à Pékin, débattue dans les milieux académiques et les organes principaux du Parti communiste chinois (PCC). Elle est appliquée sous couvert de slogans mettant en avant une volonté de la Chine de jouer un rôle accru dans les affaires du monde et de s'imposer comme un partenaire de premier plan pour les pays émergents. Les fondements de la nouvelle doctrine extérieure chinoise, notamment les concepts de « développement pacifique » (*heping fazhan*) et de « monde harmonieux » (*hexie shijie*), privilégient la coopération internationale et le règlement pacifique des différends. Ils relèvent de principes essentiellement multilatéraux. Par conséquent, ils doivent être minutieusement étudiés dans le cadre du projet INFRACHIN, car ils ont une incidence directe sur la manière dont Pékin engage le dialogue avec les pays récipiendaires de ses investissements<sup>20</sup>. Mais c'est la multipolarité que semble surtout privilégier Pékin. Pour Pierre Gentelle, « l'idée d'un 'vainqueur' de la mondialisation heurte la manière chinoise de 'dire' le monde actuel »<sup>21</sup>. Plus qu'un combat, Pékin estime que la mondialisation est une opportunité, ses succès ne font que confirmer cette tendance. Plus qu'un discours officiel, cette idée est très présente chez les Chinois, qui voient dans la multipolarité un juste retour aux équilibres entre civilisations, tout en refusant le principe d'une hégémonie à échelle internationale. Selon Yang Wenchang, président de l'Institut de Chine populaire pour les affaires étrangères (CPIFA), « la multipolarité coopérative sera la caractéristique de base de la première moitié du XXIème siècle et la précondition permettant de transformer ce désir en réalité dépendra des relations entre les grandes puissances »<sup>22</sup>. Et Pékin entend bien jouer un rôle de premier plan dans ce jeu subtil dans lequel intérêts économiques et stratégiques sont étroitement associés.

## CONCLUSION

---

En conclusion, notons que l'importance des investissements de la Chine dans les infrastructures soulève de multiples questions relatives à la transformation des équilibres internationaux, avec des conséquences sur les échanges commerciaux, mais aussi sur les relations politico-stratégiques.

Ces investissements se heurtent par ailleurs à une multitude de défis, relatifs au ralentissement de la croissance chinoise, aux résistances dans les pays récipiendaires, ou encore à la concurrence d'autres puissances désireuses d'imposer leurs propres projets. Il convient dès lors de s'interroger non seulement sur la portée de ces défis,

<sup>20</sup> Lire sur ce sujet Zheng Bijian, *Lun Zhongguo heping jueqi fazhan xin daolu. Peaceful Rise – China's New Road to Development* (édition bilingue), Pékin, Ecole centrale du Parti, 2005; et Shi Yinhong, "China's Soft Power and Peaceful Rise", *Zhongguo Pinglun*, n°118, octobre 2007.

<sup>21</sup> Pierre Gentelle, « Un scénario pour la Chine jusqu'en 2100 : "vaincre sans combattre" », *Monde chinois*, n° 7, 2006, p. 15.

<sup>22</sup> Yang Wenchang, "Ushering in an Era of Multipolar Cooperation", *Foreign Affairs Journal*, n° 89, 2008, p. 1.

mais aussi sur les enseignements que la Chine pourrait en tirer en vue de renforcer ses capacités dans les différentes zones visées. De même, cette nouvelle donne est un défi pour les grandes puissances, et impose des réponses adéquates. Quel positionnement doit adopter l'Union européenne ? Quelle doit être l'attitude de la France ? Une vraie prise en compte des investissements chinois dans les infrastructures s'impose dès lors. ■

ASIA FOCUS #1

## QUAND LA CHINE INVESTIT DANS LES INFRASTRUCTURES ?

PAR

**BARTHÉLÉMY COURMONT** / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

SEPTEMBRE 2016

*Barthélémy Courmont est Maître de conférence à l'Université catholique de Lille et Directeur de recherche à l'IRIS, où il est responsable du Programme Asie. Il est l'auteur de nombreux travaux sur cette région.*

### PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille  
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org